

CLÔTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE DE PRINTEMPS

Repos avant les grandes manœuvres

Le Parlement clôture, aujourd'hui, sa session parlementaire de printemps. La prochaine session s'annonce particulièrement chargée, notamment pour les députés qui devront adopter les textes de la réforme de Bouteflika avant de quitter l'Assemblée populaire nationale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
- Le compte à rebours est enclenché. Les députés assistent, aujourd'hui, à leur dernière cérémonie de clôture de session parlementaire de printemps avant de quitter, l'hiver prochain, l'hémicycle du boulevard Zighoud-Youcef.

Les élus peuvent cependant respirer : Bouteflika ne dissoudra pas l'Assemblée populaire nationale. Comme prévu, il tient à leur confier l'amendement de quelques textes de loi. Code de wilaya, loi organique relative aux cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire et celle relative à la représentation des femmes au sein des assemblées élues, dans un premier temps. Ils seront ensuite appelés à débattre et à adopter des textes plus « lourds » : code électoral, partis politiques, associations et code de l'information.

Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République avait réitéré, aux membres de son gouvernement, « la nécessité de poursuivre sans désespérer l'élaboration des avant-projets de lois relatifs au régime électoral, aux partis politiques, aux associations et à l'information ».

Dès le début du mois de septembre, les parlementaires se



Photo : Samir Sid

Baisser de rideau sur la session de printemps.

verront soumettre les sept projets de loi précités, celui relatif à la loi de finances et du budget de l'année 2012 et celui portant statut d'avocat.

Abdelaziz Bouteflika devrait également rajouter quatre ou cinq ordonnances présidentielles qu'il se chargera, sans nul doute, de prendre lors de l'intersession. Députés et sénateurs auront donc fort à faire au cours de la session parlementaire d'automne. Un véritable défi pour les membres de l'Assemblée populaire nationale dont la responsabilité est réelle-

ment engagée. La mise en œuvre de l'agenda de réformes tracé par Abdelaziz Bouteflika dépend d'eux. La tâche s'annonce ardue pour la grande majorité des députés dont l'unique projet « politique » consiste à retrouver les travées de l'Assemblée dès la prochaine législature.

A ce titre, il sera intéressant de voir quelle sera la réaction des élus nationaux lorsqu'ils auront à étudier les dispositions de la loi organique sur les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire. L'objectif premier de ce texte vise, justement, à

éviter que l'Assemblée ne se retrouve avec une composante similaire à celle de l'actuelle législature. Si les mesures prévues par le pouvoir exécutif sont perçues comme étant trop contraignantes, il faudra s'attendre à une pluie d'amendements.

Le Conseil de la nation, en plus d'adopter ces projets de loi, reste très impliqué dans le processus de réformes engagé par Abdelaziz Bouteflika à travers la personne de Abdelkader Bensalah. En effet, le président du Conseil de la nation avait été

chargé de mener, durant plusieurs semaines, de « larges consultations politiques » avec des personnalités, des partis et des syndicats.

A l'heure actuelle, Abdelkader Bensalah n'a toujours pas remis son rapport à Abdelaziz Bouteflika. Mais pour avoir participé activement au lancement du processus de réformes, il est certain que le président de la chambre haute du Parlement aborde ce sujet lors du discours qu'il prononcera aujourd'hui.

T. H.

SÉNAT

L'amendement du code pénal adopté

La Chambre haute du Parlement, le Sénat, a adopté, hier, sans surprise aucune, le projet de loi amendant le code pénal dans ses chapitres liés au délit de presse et à l'acte de gestion.

La séance plénière, présidée par Abdelkader Bensalah qui reprend ses fonctions parlementaires après avoir officié en tant que chargé de mission auprès du président de la République, a enregistré la présence de 84 sénateurs.

Le quorum pour ce vote a été atteint grâce au nombre conséquent de procurations — 43, au total — délivrées par des sénateurs qui n'ont pas pu assister à cette séance d'avant-clôture de la session parlementaire.

Le projet de loi, déjà adopté par l'APN, a récolté le vote unanime des sénateurs.

R. N.

À PARTIR DE BRUXELLES

Le CNT libyen réitère ses accusations contre Alger

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Mahmoud Djibril, président de la commission des affaires étrangères du CNT libyen, met, à plusieurs reprises, lourdement en cause l'Algérie. Invité au Parlement européen à Bruxelles, le représentant du CNT déclare : « Nous avons des preuves matérielles de l'implication de l'Algérie dans le soutien à Gueddafi. » Le responsable de l'opposition libyenne à Benghazi va même plus loin : « Aqmi se fournit dans les camps de Gueddafi via le territoire algérien. » Pour lui, les autorités algériennes ont leurs « raisons » de saborder la rébellion en Libye. « Ils ont peur, dira-t-il lors d'un point de presse à l'issue de la réunion, de la tache d'huile qui les emportera ». Pas nuancé du tout, M. Djibril fait le constat que l'Algérie reste le seul pays



Mahmoud Djibril.

arabe où il n'y a pas eu de révolte (les insurrections dites printemps arabe, ndlr). Au *Soir d'Algérie*, Mahmoud Djibril confirmera, point par point, les accusa-

tions portées contre l'Algérie. Mahmoud Djibril est à Bruxelles invité par l'Otan, le Parlement européen et d'autres institutions.

A. M.

Photo : DR